



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Fonds de dotation Duchesne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Fonds de dotation Duchesne
57 rue Docteur Edmond Locard - 69005 Lyon

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Fonds de dotation Duchesne

57 rue Docteur Edmond Locard - 69005 Lyon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'attention du conseil d'administration du Fonds de dotation Duchesne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation Duchesne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles générales - Changement de réglementation comptable - Application du règlement ANC n° 2022-06 » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité de la présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Fonds de dotation Duchesne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 16 juin 2026

KPMG SA

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Frais d'établissement (I)				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	715 250,00		715 250,00	715 250,00
Constructions	7 156 511,66	1 853 059,92	5 303 451,74	5 309 304,44
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	32 448,19	19 795,94	12 652,25	15 467,09
Immob. en cours / Avances et acomptes				64 427,13
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	525 553,84		525 553,84	448 053,84
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total Actif immobilisé (II)	8 429 763,69	1 872 855,86	6 556 907,83	6 552 502,50
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations	349 852,86		349 852,86	200 665,49
Autres créances				
Charges constatées d'avance				5 269,25
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie	17 968 087,39	105 226,59	17 862 860,80	18 189 120,10
Disponibilités	94 590,19		94 590,19	344 704,42
Total Actif circulant (III)	18 412 530,44	105 226,59	18 307 303,85	18 739 759,26
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Prime de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (VI)				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	26 842 294,13	1 978 082,45	24 864 211,68	25 292 261,76

Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
Fonds propres sans droit de reprise	15 000 465,00	15 000 465,00
Première situation nette établie		
Fonds propres statutaires		
Dotations non consommables	15 000 465,00	15 000 465,00
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Réserves pour projet de l'entité		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice		
Situation nette (sous-total)	15 000 465,00	15 000 465,00
Fonds propres consommables	9 717 775,12	10 155 250,57
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total des capitaux propres (I)	24 718 240,12	25 155 715,57
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	4 760,00	5 160,00
Total des fonds reportés et dédiés (II)	4 760,00	5 160,00
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	21 813,00	23 156,00
Total des provisions (III)	21 813,00	23 156,00
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses	2 500,00	2 500,00
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 672,70	35 036,73
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	73 225,86	70 509,70
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		183,76
Produits constatés d'avance		
Total des dettes (IV)	119 398,56	108 230,19
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (V)		
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	24 864 211,68	25 292 261,76

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	323 258	124 613
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	323 258	124 613
Produits de tiers financeurs	751 076	564 293
Concours publics et subventions d'exploitation	7 980	
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable	437 475	344 224
Ressources liées à la générosité du public	305 620	220 069
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc. et prov.	23 156	213 077
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisation des fonds dédiés	800	700
Autres produits	792	
Total des produits d'exploitation (I)	1 099 081	902 684
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	137 530	105 215
Aides financières	370 620	313 588
Impôts, taxes et versements assimilés	24 992	32 566
Salaires	283 882	350 516
Cotisations sociales	101 646	123 126
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	226 728	211 594
Sur immob. : dotations aux amort.	226 728	211 594
Sur immob. : dotations aux dép.		
Sur actif circulant. : dotations aux amort.		
Dotations aux provisions	21 813	23 156
Reports en fonds dédiés	400	4 500
Valeurs comptables des immo. cédées		
Autres charges	5 024	35
Total des charges d'exploitation (II)	1 172 634	1 164 296
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-73 553	-261 612
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	8 164	9 661
Reprises sur dépréciations et provisions	104 570	258 640
Différences positives de change		
Produits des cessions d'éléments financiers	73 988	99 974
Produits nets / cessions VMP et instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (III)	186 722	368 275
Charges financières		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions	105 227	104 570
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immo. financières cédées	7 942	2 062
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total des charges financières (IV)	113 169	106 632
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	73 553	261 643
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)		31
Total des produits exceptionnels (V)		353
Total des charges exceptionnelles (VI)		384

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		-31
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 285 803	1 271 312
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 285 803	1 271 312
EXCEDENT OU DEFICIT		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	1 188	1 188
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	1 188	1 188
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	1 188	1 188
TOTAL	1 188	1 188

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FONDS DE DOTATION DUCHESNE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 24 864 212 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de 0 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 17/04/2026 par les dirigeants du fonds de dotation.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Objet Social :

Le fonds de dotation a pour objet de recevoir par apports, dons, legs ou tout autre moyen et gérer des biens et droits de toute nature, qui lui sont et seront apportés à titre gratuit et irrévocable.

Activités et missions sociales :

Il affecte sa dotation et ses ressources à la réalisation et au financement des missions d'intérêt général suivantes :

- Il participe, directement ou indirectement, en France et à l'international, à toute mission contribuant à la défense, à la promotion et au développement :
- De la croissance intégrale de la personne
- De la solidarité des personnes et des peuples
- De l'action liée à l'aide aux personnes vulnérables
- Des actions liées à l'éducation des jeunes adultes
- Il promeut directement ou indirectement toutes ces missions en contribuant à leur développement,
- Il utilise et promeut, pour atteindre son but, tout support de communication interne ou externe au monde de l'information et de l'éducation,
- Il peut atteindre son but également en aidant directement ou indirectement et par tous moyens financiers ou autres, toute personne physique ou morale travaillant ou ayant travaillé dans le cadre du but ci-dessus,
- Il peut également, pour atteindre son but, se rendre acquéreur de tous biens mobiliers et/ou immobiliers et disposer de ses biens en tout ou en partie, par mise à disposition gratuite, location ou vente.

Moyens mis en oeuvre :

Le Fonds de dotation pour atteindre son but fait appel aux dons, legs et à la générosité du public afin de récolter des fonds pour l'application de son objet sociale. Certains de ces dons sont dédiés à des Congrégations à l'Etranger. Le Fonds de dotation utilise la location immobilière, il perçoit des loyers de ses immeubles, utilisés pour effectuer et/ou financer des actions sociales concrètes.

Il effectue différents types de placements financiers, plus ou moins risqués (Titres, OPCVM, Obligations, Actions, Parts, Produits structures).

Le Fonds de dotation afin de réaliser son but, emploie du personnel : l'effectif au 31/12/2025 est de 14 salariés.

Recettes :

Le fonds de dotation ne perçoit pas de cotisations.

Les ressources du fonds de dotation sont constituées de :

- revenus de son patrimoine et de ses dotations,
- des dons issus de l'appel public à la générosité,
- des loyers perçus et charges refacturées au titre des appartements loués.

Règles et méthodes comptables

Détail des produits d'exploitation :

Loyers et refacturation de charges locatives : 124 138 €

Dons manuels non fléchés : 254 800 €

Dons manuels fléchés : 50 820 €

Refacturations : 199 120 €

Subventions : 7 980 €

Total des produits d'exploitation 2025 : 636 858 € (pour mémoire, 533 681 € en 2024)

Aides accordées par le fond de dotation en 2025 :

Le fonds a accordé des aides à hauteur de 370 620 € en 2025 réparties comme suit :

- Partage solidarité : 150 000 € (solidarité Maison Mère Rome)
- Colombie : 600 €
- Congo : 7 319 €
- Tchad : 3 000 €
- Mexique : 1 275 €
- Pérou : 200 €
- Philippines : 1 616 €
- Passerelles buissonnières : 25 000 €
- Indonésie : 450 €
- Ouganda / Kenya : 11 160 €
- Autres organismes : 170 000 €

Impôts :

Le fonds de dotation est redevable de l'impôt sur certains placements financiers et revenus fonciers.

La CRL sur les revenus locatifs s'élève à 2 204 € au titre de 2025.

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Ces comptes intègrent le règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié par le règlement ANC N° 2020-08 du 29 décembre 2020, relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. A défaut d'autres dispositions spécifiques dans les règlements précités, l'entité utilise le règlement ANC N° 2022-06 relatif au plan comptable général ainsi que les dispositions particulières figurant dans le règlement ANC N°2023-03.

Changement de réglementation comptable - Application du règlement ANC n°2022-06

Application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général. Ce règlement a notamment supprimé la notion de transferts de charges, dont les opérations concernées sont désormais présentées par nature au sein des charges et produits d'exploitation, financiers ou exceptionnels, selon leur qualification économique. Par ailleurs, la définition et le périmètre des produits et charges exceptionnels ont été précisés, ceux-ci étant désormais limités aux éléments résultant d'événements majeurs et inhabituels, étrangers à l'exploitation normale de l'entité. L'application de ces nouvelles dispositions a conduit à des reclassements de présentation entre les postes du compte de résultat, sans impact sur le résultat net ni sur les capitaux propres de l'exercice. Les données comparatives ont été retraitées afin d'assurer la comparabilité des informations financières entre les exercices.

Les refacturations internes auparavant comptabilisées en transferts de charges (183 k€ sur l'exercice 2024) sont désormais comptabilisées en ventes de prestations de services, en application du règlement ANC n°2022-06.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Honoraires des commissaires aux comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	13 680	
TOTAL	13 680	

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	715 250			715 250
- Constructions sur sol propre	6 206 693			6 206 693
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	733 609	216 210		949 819
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	24 700			24 700
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 897	1 851		7 748
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	64 427	3 008	67 435	
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	7 750 576	221 069	67 435	7 904 210
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	448 054	77 500		525 554
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	448 054	77 500		525 554
TOTAL	8 198 630	298 569	67 435	8 429 764

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Durée d'utili- sation ou taux d'amor- tisse- ment	Mode d'amor- tisse- ment	Amor- tissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Amor- tissements cumulés à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement - Fonds commercial - Autres immobilisations incorporelles Immobilisations incorporelles						
- Terrains	40 ans	linéaire	1 393 487	155 167		1 548 655
- Constructions sur sol propre						
- Constructions sur sol d'autrui	2 à 15 ans	linéaire	237 510	66 895		304 405
- Installations générales, agencement et aménagements des constructions						
- Installations techniques, matériel et outillage industriels						
- Installations générales, agencement et aménagements divers	2 ans	linéaire	9 451	4 140		13 591
- Matériel de transport						
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 à 5 ans	linéaire	5 679	526		6 205
- Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles			1 646 127	226 728		1 872 856
TOTAL			1 646 127	226 728		1 872 856

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 349 853 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	349 853	349 853	
Autres			
Charges constatées d'avance			
Total	349 853	349 853	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Usagers - Produits non encore factu	12 395
Total	12 395

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les moins-values latentes au 31/12/2025 s'élèvent à 105 227 € et font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les plus-values latentes au 31/12/2025 s'élèvent à 3 489 191 € sans impact sur la comptabilité.

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice
- Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Créances	104 570	105 227	104 570	105 227
Total	104 570	105 227	104 570	105 227

Dépréciation des créances

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise Dont générosité du public	15 000 465				15 000 465
Fonds propres avec droit de reprise Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Réserves Dont générosité du public					
Report à nouveau Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice Dont générosité du public					
Fonds propres consommables Subventions d'investissement Provisions réglementées Droit des propriétaires (Commodat)	10 155 251			437 475	9 717 775
TOTAL	25 155 716			437 475	24 718 240

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	23 156	21 813	23 156		21 813
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	23 156	21 813	23 156		21 813
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		21 813	23 156		
Financières					
Exceptionnelles					

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Une provision pour charge a été comptabilisée concernant l'exercice au 31/12/2025 pour un montant de 21 813 €.

Hypothèses retenues :

- départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- turn over faible
- taux d'inflation : 1%
- taux d'actualisation : 3.65%
- table de mortalité : INSEE 2024

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 119 399 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Echéance à plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	2 500	2 500		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 673	43 673		
Dettes fiscales et sociales	73 226	73 226		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	119 399	119 399		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	14 340
Personnel - Dettes provisionnées po	27 449
Organismes sociaux - Charges social	13 207
Etat - Charges à payer	8 205
Total	63 201

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

Un engagement de 500 K€ a été donné au Fonds d'investissement ALBACAP au cours de l'exercice 2021 pour lequel un cumul de versements de 526 K€ a été effectué au 31/12/2025.

Contributions volontaires

Le fonds de dotation a bénéficié de 54 heures de bénévolat (heures de préparation et assistance aux conseils d'administration et comités consultatifs de l'exercice) valorisées au taux de 22 euros de l'heure, soit un total de 1 188 euros.

Autres informations

Donations

Fonds dédiés

Ressources provenant de la générosité du public

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
INDONESIE	600		600				
PEROU	250					250	
PHILIPINES	200		200				
CONGO	3 450	150				3 600	
TCHAD	300					300	
MEXIQUE	360					360	
KENYA		200				200	
LES FEUILLANTS P		50				50	
Sous total	5 160	400	800			4 760	
Sous total							
TOTAL	5 160	400	800			4 760	

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger

Du fait de l'absence d'avantage et de ressources provenant de l'étranger au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le fonds de dotation n'a pas annexé le tableau tel que décrit dans le règlement de l'ANC n°2022-04 du 30 juin 2022.